



## Early Journal Content on JSTOR, Free to Anyone in the World

This article is one of nearly 500,000 scholarly works digitized and made freely available to everyone in the world by JSTOR.

Known as the Early Journal Content, this set of works include research articles, news, letters, and other writings published in more than 200 of the oldest leading academic journals. The works date from the mid-seventeenth to the early twentieth centuries.

We encourage people to read and share the Early Journal Content openly and to tell others that this resource exists. People may post this content online or redistribute in any way for non-commercial purposes.

Read more about Early Journal Content at <http://about.jstor.org/participate-jstor/individuals/early-journal-content>.

JSTOR is a digital library of academic journals, books, and primary source objects. JSTOR helps people discover, use, and build upon a wide range of content through a powerful research and teaching platform, and preserves this content for future generations. JSTOR is part of ITHAKA, a not-for-profit organization that also includes Ithaka S+R and Portico. For more information about JSTOR, please contact [support@jstor.org](mailto:support@jstor.org).

## PROPERTY TAX OF THE CANTON DE VAUD.

[We give below, from the *Bulletin de Statistique et de Législation Comparée* for September, 1886, the text of the documents relating to the "progressive" property tax now in force in the Canton de Vaud, Switzerland. The principle on which the law rests is declared in Article 19 of the cantonal Constitution of March 1, 1885 ; and the law itself, of which only the administrative sections are here omitted, is dated August 21, 1886.]

### CONSTITUTION DU CANTON DE VAUD.

ARTICLE 19.—Les contributions publiques sont établies pour l'utilité générale.

Elles font l'objet d'une loi annuelle.

Il est perçu un impôt sur la fortune mobilière et sur le produit du travail. Pour cette perception, la fortune imposable est divisée en sept catégories, payant dans la proportion de un à quatre, suivant une échelle de 1,  $1\frac{1}{2}$ , 2,  $2\frac{1}{2}$ , 3,  $3\frac{1}{2}$ , 4. La fortune imposable frappée dans les catégories supérieures est au bénéfice du taux des catégories inférieures pour la part correspondant à ces dernières.

Dans l'établissement du chiffre de l'impôt sur le produit du travail, il est tenu compte des charges de famille. Le produit du travail et celui des usufruits doivent être frappés d'une manière distincte et à un taux inférieur, pour chaque catégorie, à celui du capital de la catégorie correspondante.

L'impôt foncier demeure distinct des autres impôts.

Le taux en sera abaissé.

Si cet impôt est perçu par catégories, la part de la propriété foncière correspondant à la plus basse catégorie de l'impôt mobilier sera frappée à un taux inférieur à celui de cette dernière.

La défalcation des dettes hypothécaires est garantie aux propriétaires fonciers domiciliés dans le canton.

Les lois sur le timbre et le droit de mutation seront revisées dans le sens d'une application plus générale et plus équitable des droits à payer sur les transferts de propriété mobilière et immobilière.

Les lots d'impôt sur la vente en détail des boissons seront revisées dans le sens d'une répartition plus équitable de ces charges.

## LOI D'IMPÔT

SUR LA FORTUNE MOBILIÈRE ET SUR LA FORTUNE IMMOBILIÈRE.

TITRE I<sup>er</sup>.

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 1<sup>er</sup>.—Il est perçu un impôt direct et distinct par catégories :

a) Sur la fortune mobilière et sur le produit du travail, sous le nom d'*impôt mobilier*.

b) Sur la fortune immobilière, sous le nom d'*impôt foncier*.

2.—La fortune imposable de chaque contribuable frappée dans les catégories supérieures est au bénéfice du taux des catégories inférieures pour la part correspondant à ces dernières.

3.—Le taux de l'impôt pour la plus basse catégorie de la fortune immobilière devra toujours être inférieur à celui de la catégorie correspondante de la fortune mobilière.

4.—Chaque année, lors de la présentation du budget pour l'année suivante, le Grand Conseil détermine le taux de l'impôt à percevoir en application de la présente loi.

## TITRE II.

## IMPÔT MOBILIER.

CHAPITRE I<sup>er</sup>.*Matière imposable.—Catégories.—Taux.*

5.—L'impôt mobilier se perçoit annuellement sur les éléments ci-après :

a) Sur la fortune mobilière proprement dite ;

b) Sur les rentes et usufruits ;

c) Sur le produit du travail.

6.—Pour la perception de cet impôt, les éléments sur lesquels il est perçu sont répartis chacun en sept catégories comme suit : —

a) Les fortunes et portions de fortunes mobilières comprises entre :

1 franc et	25,000 francs	forment la	1 <sup>re</sup> catégorie ;
25,001	50,000	_____	2 <sup>e</sup>
50,001	100,000	_____	3 <sup>e</sup>
100,001	200,000	_____	4 <sup>e</sup>
200,001	400,000	_____	5 <sup>e</sup>
400,001	800,000	_____	6 <sup>e</sup>
800,001	et au-dessus	_____	7 <sup>e</sup>

b) Les rentes et usufruits, ou portions de ces revenus, et les ressources procurées par le travail, ou portions de ces ressources, compris entre :

1 franc et	1,250 francs forment la	1 <sup>re</sup> catégorie ;
1,251	2,500	2 <sup>e</sup>
2,501	5,000	3 <sup>e</sup>
5,001	10,000	4 <sup>e</sup>
10,001	20,000	5 <sup>e</sup>
20,001	40,000	6 <sup>e</sup>
40,001 et au-dessus	forment la	7 <sup>e</sup> catégorie.

7.— Le taux de l'impôt mobilier est fixé suivant la proportion :

1	pour la	1 <sup>re</sup> catégorie.	3	pour la	5 <sup>e</sup> catégorie.
1½	_____	2 <sup>e</sup>	3½	_____	6 <sup>e</sup>
2	_____	3 <sup>e</sup>	4	_____	7 <sup>e</sup>
2½	_____	4 <sup>e</sup>			

8.— Les éléments de l'impôt mobilier demeurent distincts, mais ils sont indissolublement liés entre eux par la relation :

1 pour 1000 sur la fortune mobilière proprement dite ;

16 pour 1000 sur les rentes et usufruits ;

et 8 pour 1000 sur le produit du travail.

## CHAPITRE II.

### *Contribuables.*

9.— Doivent l'impôt mobilier :

a) Les personnes résidant dans le canton :

b) Les sociétés civiles et commerciales, industrielles et financières, les associations de tous genres, les communes, corporations, paroisses, confréries, les fondations, les caisses de familles et en général toutes les personnes juridiques qui ont leur siège dans le canton ;

c) Les personnes et les sociétés qui, ne résidant pas ou n'ayant pas leur siège dans le canton, y ont un établissement, une succursale ou y exercent une industrie permanente.

## CHAPITRE III.

### *Impôt sur la fortune mobilière.*

10.— La fortune mobilière soumise à l'impôt comprend tous les biens meubles par leur nature ou par la détermination de la loi, quels que soient leur situation et le revenu qu'ils procurent.

11.— L'évaluation de la fortune mobilière s'opère par l'appréciation à leur valeur vénale de tous les biens meubles quelconques, chédail, marchandises, numéraire, actions, obligations, créances et

prétentions de tous genres, parts et apports de sociétés, polices d'assurances et autres valeurs appréciables.

Le premier cours coté en janvier de l'année comptable détermine la valeur des titres cotés à la Bourse.

Les actions et parts de sociétés qui ont leur siège en Suisse et dont le cours à la Bourse est supérieur à leur valeur nominale ou qui rapportent un intérêt supérieur au 4 p.  $\%$  de cette valeur, sont comptées dans la fortune mobilière du porteur ou du créancier pour leur valeur nominale seulement.

L'avoir net (réserves et amortissements compris) des sociétés mentionnées au paragraphe précédent qui ont leur siège dans le canton est compté dans la fortune mobilière de ces sociétés pour tout ce qui excède le capital social.

12.— Les contribuables mentionnés à la lettre c de l'article 9 sont soumis à l'impôt pour tout le capital mobilier affecté au service de leur activité dans le canton.

#### CHAPITRE IV.

##### *Impôts sur les rentes et usufruits.*

13.— Cet impôt est basé sur le montant des rentes et pensions, viagères ou temporaires, dues annuellement au contribuable, ainsi que sur le produit annuel de l'usufruit des biens meubles ou valeurs mobilières dont il jouit.

14.— Les meubles et valeurs mobilières improductifs soumis à usufruit sont estimés à leur valeur vénale et la rente à 4 p.  $\%$  de cette valeur est comptée comme produit de l'usufruit.

15.— La subsistance et l'entretien qu'une personne reçoit d'autrui sont évalués et assimilés aux rentes, à moins qu'elle ne les reçoive à titre d'aumône ou d'assistance.

#### CHAPITRE V.

##### *Impôt sur le produit du travail.*

16.— L'impôt sur le produit du travail est dû annuellement par toutes les personnes, sociétés et associations mentionnées à l'article 9.

17.— Cet impôt se perçoit :

- a) Sur le produit de tout commerce, de toute industrie et de toute exploitation, agricole ou autre, déduction faite du 5 p.  $\%$  des capitaux engagés qui sont soumis à l'impôt cantonal ;

- b) Sur le chiffre de tous traitements, émoluments, honoraires ou salaires de toutes vocations ou professions, libérales ou manuelles, quel qu'en soit le genre ou la provenance.

18.— Lorsque le contribuable reçoit en nature tout ou partie de la rémunération de son travail, la valeur de cette rémunération est estimée suivant les circonstances locales.

#### CHAPITRE VI.

##### *Exemptions et déductions de l'impôt.*

19.— Sont exemptés de tout impôt mobilier :

- a) L'État et les établissements cantonaux de secours publics ;
- b) Les hôpitaux et bourses des pauvres appartenant aux communes, aux bourgeoisies, aux paroisses et aux confréries ;
- c) Les sociétés et institutions qui en sont exonérées par une convention obligatoire pour l'État ou par un acte législatif spécial.

20.— Les étrangers à la Suisse qui n'exercent aucun commerce, aucune profession ou aucune industrie dans le canton et qui n'y sont pas nés ne sont soumis à l'impôt qu'après deux ans de résidence et seulement pour la fortune mobilière qu'ils possèdent dans le canton.

Après dix ans de résidence, les étrangers à la Suisse sont soumis à l'impôt comme les nationaux.

21.— Sont déduits pour l'évaluation de la fortune mobilière soumise à l'impôt :

- a) Les produits du sol, les loyers et fermages et les récoltes de l'année précédente, demeurés en la possession du propriétaire, de l'usufruitier, du fermier ou colon partiaire ;
- b) La valeur du mobilier par nature, des vêtements et du coucher nécessaires à la famille, des ustensiles de cuisine, des outils et instruments, si elle n'atteint pas 5,000 francs, ou ce montant, si elle le dépasse.

22.— Sont déduits du produit brut du travail :

- a) Les dépenses nécessaires à l'exploitation du commerce ou de l'industrie ou à l'exercice de la vocation ou profession ;
- b) Comme charges de famille, les frais d'entretien, à raison de 400 francs pour le chef de famille, pour sa femme et pour chacun de ses descendants mineurs, ainsi que pour chacune des personnes auxquelles le contribuable fournit des aliments en exécution des obligations qui lui sont imposées par la loi civile.

23.— Les dettes du contribuable qui ne peuvent être défalquées de l'impôt foncier sont déduites de la fortune mobilière soumise à l'impôt.

Si la somme de ces dettes dépasse la fortune mobilière imposable, le 5 p. % de l'excédent est déduit du montant des rentes et usufruits.

Si, enfin, cette déduction ne peut être effectuée en tout ou en partie du montant des rentes et usufruits, la part de ce 5 p. % non déduite est doublée et soustraite du produit du travail.

Les dettes consistant au service d'une rente annuelle sont déduites :

1° De la fortune mobilière pour un capital égal à seize fois leur montant ;

2° Des rentes et usufruit d'abord, puis du produit du travail, s'il y a lieu, pour la part de la rente qui n'a pu être déduite de la fortune mobilière.

24.— L'usufruitier est au bénéfice des dispositions des articles 21 et 23 pour les biens dont il a l'usufruit.

#### CHAPITRE VII.

##### *Dispositions communes.*

25.— L'impôt mobilier est dû dès le 1<sup>er</sup> janvier de l'année comptable. Il est payable au lieu de la résidence du contribuable à cette date.

26.— L'impôt de l'année comptable est basé :

Pour la fortune mobilière, sur l'état de cette fortune au commencement de l'année ;

Pour les rentes et usufruits et les ressources procurées par le travail, sur le produit de l'année précédente.

27.— Le contribuable qui exerce un commerce, une industrie ou une profession dans un lieu autre que celui de sa résidence est soumis à l'impôt mobilier :

Au lieu de sa résidence, sur le montant de sa fortune mobilière et de ses rentes et usufruits ;

Au lieu où il exerce sa profession, son commerce ou son industrie, sur le produit de son travail.

28.— Celui qui, dans le courant de l'année, vient résider dans le canton ou cesse d'y résider, est tenu de payer l'impôt mobilier proportionnellement à la durée de son séjour dans le canton.

La résidence d'une durée inférieure à trois mois, n'astreint toutefois pas à l'impôt.

29.— L'impôt sur les créances et rentes ne peut, ni directement, ni indirectement, être mis à la charge du débiteur.

30.— La fortune mobilière du mari, celle de sa femme non séparée de biens et celle de ses descendants mineurs sont considérées comme un seul tout devant l'impôt mobilier et réunies pour faire l'objet d'une seule déclaration par la personne qui a la jouissance de ces fortunes et déterminer la catégorie au taux de laquelle elles doivent l'impôt.

Il en est de même pour les rentes et usufruits d'une part et pour le produit du travail d'autre part.

31.— Les mineurs dont les biens ne sont pas assujettis à l'impôt avec ceux de leur père ou mère sont soumis à l'impôt au lieu de la tutelle, et les autres personnes sous tutelle au lieu où, du consentement de l'autorité tutélaire, elles ont leur résidence.

32.— Les contribuables en séjour ou transférés dans un hôpital, dans une maison de santé ou dans une maison de détention, continuent à être soumis à l'impôt au lieu où ils y étaient astreints avant leur entrée dans ces établissements.

#### CHAPITRE VIII.

##### *Mesures d'exécution.*

[This chapter provides for a declaration of taxable property and income to be made to commissioners by every tax-payer, for assessment in case of neglect, for the preparation of tax-lists by the commissioners with a right of appeal from their action to a central commission, and for penalties in case of any fraudulent declaration. It is to be observed that all officers concerned in the execution of the law "sont tenus de garder le secret sur les renseignements que les contribuables peuvent leur donner pour justifier leurs déclarations ou réclamations."]

#### CHAPITRE IX.

##### *Dispositions transitoires.*

66.— Les étrangers à la Suisse résidant actuellement dans le canton de Vaud, mais qui n'y sont pas nés ou qui n'y exercent aucune profession, aucun commerce ou aucune industrie, sont considérés comme ne résidant dans le canton que depuis l'entrée en vigueur de la présente loi.

Ils sont, par conséquent, pour dix ans encore au bénéfice de la disposition de l'article 20, 1<sup>er</sup> alinéa.



Ils continuent par contre à être soumis à l'impôt, pour la fortune mobilière et les rentes et usufruits qu'ils possèdent dans le canton, s'ils y résident depuis deux ans.

67.— Les années antérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi, durant lesquelles un contribuable n'a pas fait de déclaration, lui sont comptées pour l'application de l'article 44.

### TITRE III.

#### IMPÔT FONCIER.

68.— L'impôt foncier est dû annuellement, à partir du 1<sup>er</sup> janvier, sur la valeur au cadastre de tous les immeubles bâtis ou non bâtis du territoire vaudois, sous déduction des dettes hypothécaires, dont la défalcation est autorisée par le loi.

69.— Pour la perception de cet impôt, les fortunes immobilières des contribuables sont réparties en trois catégories, comme suit :

Les fortunes immobilières ou portions de ces fortunes comprises entre

1 franc et	25,000 francs	forment la	1 <sup>re</sup> catégorie.
25,001	100,000	_____	2 <sup>e</sup>
100,001	et en sus	_____	3 <sup>e</sup>

70.— Le taux de l'impôt foncier est fixé par la loi annuelle suivant la proportion :

1	pour la	1 <sup>re</sup> catégorie.
1½	_____	2 <sup>e</sup>
2	_____	3 <sup>e</sup>

71.— La catégorie au taux de laquelle doit payer la fortune immobilière d'un contribuable est déterminée par le sommaire de la valeur au cadastre de tous les immeubles que ce contribuable peut posséder dans le canton, où qu'ils soient situés et en quoi qu'ils consistent.

72.— Les fortunes immobilières du mari, de sa femme non séparée de biens et de ses enfants mineurs sont considérées comme un seul tout devant l'impôt et réunies pour déterminer la catégorie au taux de laquelle elles doivent l'impôt.

73.— La fortune immobilière soumise à usufruit est également jointe à celle que l'usufruitier peut posséder, pour déterminer la catégorie au taux de laquelle ces fortunes doivent l'impôt.

74.— L'impôt est perçu au lieu où le contribuable a sa résidence, s'il habite dans le canton, et au district dans lequel les immeubles sont situés, s'il habite hors du canton.

Si le contribuable domicilié hors du canton possède des immeubles dans plusieurs districts, la perception de l'impôt s'opère au district où sont situés les immeubles ayant la plus grande valeur d'après le cadastre.

75.— Sont exemptés de l'impôt foncier :

a) Les immeubles appartenant à l'État;

b) Les églises et cimetières appartenant aux communes et les bâtiments pour hôpitaux appartenant aux communes et aux sociétés reconnues par l'État comme personnes morales;

c) Les immeubles qui en sont exonérés par des actes législatifs spéciaux.

#### TITRE IV.

##### DISPOSITIONS FINALES.

76.— La perception de l'impôt se fait par les receveurs, conformément aux lois et règlements sur la rentrée des contributions publiques.

77.— Le Conseil d'État pourvoit par des arrêtés, règlements et circulaires, à tous les détails d'exécution de la présente loi.

78.— Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi et notamment :

1° La loi d'impôt sur la fortune mobilière du 21 août 1862;

2° La loi modificative du 20 décembre 1877.

79.— Le Conseil d'État est chargé de la publication de la présente loi pour être exécutoire dès le 1<sup>er</sup> janvier 1887.